

TÉLÉPHONIE MOBILE

La 3G sur les rails

Annoncée, longtemps attendue, considérée comme l'Arlésienne, la téléphonie mobile de 3^e génération devient enfin une réalité. Le starter a été donné en effet pour l'octroi d'une triple licence de télécommunications mobiles de 3G.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Jeudi dernier, 1^{er} août 2013, l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications a rendu public un avis d'appel à la concurrence nationale pour l'établissement et l'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de troisième génération (3G).

Inscrit, selon l'autorité de régulation, dans le cadre de l'introduction du haut débit mobile en Algérie, cet appel d'offres est lancé en direction des opérateurs établis et exploitant un réseau de télécommunications mobiles en Algérie pour l'octroi de trois licences d'établissement et d'exploitation de réseaux publics de télécommunications mobiles de troisième génération (3G) et de fourniture de services au public.

En d'autres termes, cet appel est ouvert

aux trois opérateurs mobiles nationaux, la société publique Algérie Télécom –Mobilis, et les deux opérateurs privés Wataniya Télécom Algérie (WTA-Nedjma) et Orascom Algérie Télécom (OTA-Djezzy). Les opérateurs intéressés pourront retirer les dossiers d'appel à concurrence du 11 au 15 août 2013, selon ce qu'indique l'ARPT. Par la suite, un processus de qualification des candidatures, de présentation et d'évaluation des offres ainsi que l'adjudication aux soumissionnaires les mieux-offrants, est lancé, conformément à la réglementation en vigueur (décret exécutif n° 01-124 du 9 mai 2001).

Ainsi, la mise en service commerciale de la licence 3G sera effective à partir du 1^{er} décembre prochain, comme l'indique un arrêté pris le 18 juillet 2013 par le ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la communication, Moussa Benhamadi, et publié au dernier Journal Officiel. Ce qui, en fait, met un terme aux supputations, à la polémique qui ont marqué le débat national, durant les deux dernières années.

Annoncé durant l'été 2011, le projet de développement de la 3G est resté pourtant

incertain, son lancement ayant été à maintes fois reporté, voire victime des attermolements de l'exécutif. En effet, et Moussa Benhamadi n'a pas cessé de l'affirmer, le lancement de la 3G était tributaire du règlement du dossier de Djezzy dont l'Algérie a négocié l'acquisition à plus de 51% avec la compagnie russe Vimpelcom. Or, dans la mesure où son sort restait incertain et qu'elle était en butte à certaines contraintes financières, OTA ne pouvait pas participer, de manière égale, avec les deux autres opérateurs mobiles à tout appel d'offres relatif à la 3G, nonobstant les aspects d'ordre technique. Mais en annonçant la concrétisation du projet, l'ARPT et par-delà le département ministériel de Moussa Benhamadi laissent entendre que la question de Djezzy ne pose plus problème.

Voire, les négociations algéro-russes auraient été conclues et le sort de Djezzy déjà scellé, sans toutefois que l'opinion publique en soit effectivement informée. Ainsi, les trois opérateurs mobiles sont placés sur un pied d'égalité, censés être prêts du point de vue technique et logistique. Ce qui reste loin d'être évident, le P-dg de Mobilis, Saâd Damma,

s'attendant à être fixé en termes d'obligations de couverture et modalités de déploiement de la 3G. Et un déploiement qui ne pourra qu'être graduel, l'accès aux services innovants de la 3G, certainement d'un coût élevé, ne pouvant bénéficier qu'à certaines catégories socioéconomiques. Cela même si la commercialisation de plus en plus large des tablettes et smartphones permettra à terme de jouer sur les tarifs.

Pour autant, le gouvernement qui avait opté naguère pour les services de la 3G + (une norme, une technologie qui permet le haut débit, avec une vitesse de transmission des informations élevée — 4Mbit/s, une qualité de navigation sur Internet d'une grande qualité, l'accès à la télévision en qualité HD...) semble avoir freiné ses ambitions à la 3G (une vitesse de transmission de 400kb/s et une qualité de navigation sur Internet).

Une option certes justifiable mais qui démontre cependant un déficit avéré en termes d'adaptation aux évolutions technologiques en cours dans le monde et en particulier dans les pays où... la 4G est déjà lancée.

C. B.

ALI KAHLANE*, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DES FOURNISSEURS DE SERVICES INTERNET (AAFSI) :

Ce que cela va apporter

Le lancement de l'appel d'offres relatif à la licence de téléphonie mobile de troisième génération (3G), «une très bonne nouvelle» selon le président de l'Association des fournisseurs de services Internet (AAFSI), Ali Kahlane, qui en escompte un «sursaut» dans l'évolution des télécommunications, l'opportunité de rattraper le «retard» algérien, la contribution à l'augmentation du nombre d'internautes, le développement de l'industrie du contenu et de l'offre de services à valeur ajoutée.

Le Soir d'Algérie : L'ARPT annonce le lancement de l'appel d'offres relatif à la licence de téléphonie mobile 3G. Quelle appréciation en faites-vous ?

Ali Kahlane : C'est une très bonne nouvelle. Nous espérons que cet essai-là va être ultimement transformé. Ceci dit, c'est dommage que nous ayons attendu près de 10 ans pour profiter des bienfaits de cette technologie, sachant que les premiers tests d'Algérie Telecom datent de 2004 ! Saurons-nous un jour la cause ou les causes exactes de ce retard phénoménal, dont les explications voguent au gré des déclarations des ministres de la Poste et des TIC, des Finances ou même de l'ARPT elle-même ? En plus d'avoir été un autre révélateur de notre retard, et de la gestion de ce dernier, il a exacerbé encore plus l'exclusion de l'Algérie du concert des nations comparables aux nôtres. Notre pays n'a malheureusement pas su profiter pleinement des bienfaits des TIC.

Est-ce que l'avènement de la 3G sera ce sursaut salutaire qui nous permettra d'arrêter cette loi des séries où les retards s'additionnent, les annonces se défont, les réalisations s'enlisent et où la myopie d'une vision stratégique des TIC nous laissent avec le constat d'un triple échec : celui des Télécommunications, de la Poste et de l'Internet en regard aux investissements colossaux consentis par notre pays en 10 ans ?

N'était-ce pas tardif, d'autant que la 3G est déjà opérationnelle ailleurs, de même que la 4G ? Pourquoi a-t-on privilégié la 3G et non la 3G+ ? Y a-t-il une différence ?

Bien sûr que nous sommes malheureusement très en retard. Nous y allons alors que le reste du

monde est déjà dans la 4G ou est en train d'y migrer. Avec autant de temps pris pour lancer la 3G (débit moyen de 384 kbps pouvant culminer jusqu'à 1.9 Mbps) j'espère que les opérateurs ont en tout le temps du monde pour être au moins compatibles avec la 3G+ qui permettrait, théoriquement, d'atteindre des débits allant jusqu'à 14.4 Mbps. Sachant que les opérateurs, pour la plupart s'étaient préparés depuis longtemps à ce lancement, il est normal et naturel qu'ils commencent par la 3G avec un «glissement» progressif vers le 3G+ pour des raisons de rentabilisation des équipements acquis.

Le lancement concret de la 3G aura-t-il un impact sur le marché de la téléphonie mobile ? Sur l'économie nationale ?

Comme partout ailleurs de par le monde, chez nous aussi, l'avènement de la 3G devra avoir un impact économique relativement rapidement. D'abord une demande plus soutenue sur la consommation Internet pure, parallèlement une demande tout aussi frénétique sera enregistrée sur les téléphones capables de connectivité, tels que les smartphones de tous bords qui vont être en première ligne. Vu la demande, leurs prix devraient baisser pour les mettre à la portée de tous ceux qui ne pouvaient pas se les permettre hier mais qui ont grand besoin d'utiliser Internet aujourd'hui. Les clés USB vont permettre une connexion normalement de bien meilleure qualité qu'une ligne ADSL moyenne avec une stabilité adéquate.

Tous ceux qui n'ont pas pu se connecter à Internet, jusqu'à présent, soit par manque de lignes téléphoniques, soit par non éligibilité de leur propre ligne à l'ADSL pourront désormais le faire. D'une manière plus générale, les gains seront une augmentation du



Photo : DR

nombre de connectés à Internet. Il devrait pour la première fois dépasser les 2 millions de connectés d'ici juillet 2014. Nous devrions compter alors au moins 14 millions

d'internautes. Cela mettrait la pression sur les pouvoirs publics pour mettre en place des services en ligne à la disposition des citoyens dont l'accès facilité à Internet leur donnera envie de se connecter encore plus pour avoir des informations et, pourquoi pas, effectuer des démarches sans bouger de chez eux ou mieux encore, en toute mobilité ! La demande d'informations en ligne devrait être telle, que cela devrait booster un développement de contenu utile et de qualité à mettre à la disposition d'un nombre de connectés qui va aller forcément crescendo. Cela donnerait aussi la possibilité à de jeunes start-ups, de se lancer dans le développement de contenus et d'applications mobiles avec lesquelles elles pourraient tout aussi bien attaquer le marché mondial. Enfin, cela permettrait aux opérateurs telecom de jouer la pleine concurrence non plus sur la consommation télépho-

nique pure mais de plus en plus sur la qualité des offres de services à valeur ajoutée qu'ils pourraient offrir au citoyen qui profiterait au mieux des prochaines générations de télécommunications mobiles.

Propos recueillis par C. B.

*Ali Kahlane est titulaire d'un doctorat (Ph.D en informatique de l'Université d'Uxbridge en Angleterre. Fondateur de l'entreprise Satlinker, spécialisée dans les domaines de l'Internet, de la vidéo-conférence et de la voix sur IP, Ali Kahlane est actuellement président de l'Association des fournisseurs de services internet (AAFSI). Il est aussi membre du Conseil supérieur permanent de la recherche et le développement dans les TIC et de la Commission nationale du très haut débit auprès du ministère de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

«La DGSN accentuera la formation de ses agents», selon Hamel

La Sûreté nationale accentuera la formation et la sensibilisation de ses agents sur les questions de l'environnement en vue de l'amélioration du cadre de vie, a déclaré jeudi le directeur général de la Sûreté nationale (DGSN), le général-major Abdelghani Hamel. Il a aussi annoncé que 21 214 infractions liées à l'urbanisme et à la protection de l'environnement ont été enregistrées lors du premier semestre 2013.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le directeur général de la DGSN ainsi que la secrétaire d'Etat chargée de l'environnement Dalila Boudjemaâ ont animé jeudi une journée d'étude consacrée à la protection de l'environnement.

Ceci avec comme objectif premier d'améliorer le cadre de vie, de former et sensibiliser notamment les agents de l'ordre chargés de l'urbanisme sur les questions environnementales dont les différentes infractions.

A cet effet, le général-major Abdelghani Hamel a insisté sur la formation des agents de la police de l'urbanisme, qui sont au nombre de 2 116 sur le territoire national et de différents grades au niveau de

48 unités sur le territoire national. Il a, par ailleurs, précisé lors de son intervention que la DGSN, a aussi comme objectif de «concrétiser une culture environnementale au sein de la société, avec cependant, une participation des services, de la police».

Le responsable a, par ailleurs, annoncé que sur le total des infractions enregistrées, 10 634 sont en relation avec l'environnement, 6 327 à l'hygiène et la santé publique, et 3 770 infractions sont liées aux déchets et 537 autres aux eaux, forêts, espaces verts et aussi au littoral particulièrement fragile.

Les unités de la police urbaine et de la protection de l'environnement ont également effectué 2 517

opérations de mise en exécution des mesures administratives pour la démolition des constructions illégales.

Le premier responsable de la DGSN a aussi annoncé le lancement d'un prix national consacré à l'environnement et qui sera décerné au meilleur quartier, le plus embelli en somme.

Pour sa part, la secrétaire d'Etat chargée de l'environnement a insisté sur la nécessité du partenariat pour «la promotion de l'environnement» avec la participation des différents partenaires et intervenants dont les services de la police.

Elle a, ainsi, annoncé qu'à l'horizon 2014, 300 décharges sauvages des 3 000 existantes sur le territoire national seront fermées.

Ceci alors que 13 millions de tonnes de déchets ménagers étaient triés tous les ans en Algérie, notant qu'en outre, la gestion et la collecte d'une tonne de déchets ménagers coûte 3 615 dinars.

F.-Z. B.